

Le gouvernement russe démissionne afin de faciliter la réforme constitutionnelle de Vladimir Poutine



Le président russe Vladimir Poutine a proposé une réforme constitutionnelle. A travers ce nouveau système, la désignation du Premier ministre sera dorénavant effectuée par le Parlement.

Avec Atlantico
Rédaction

Un rebondissement politique est intervenu ce mercredi 15 janvier à Moscou. Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev a présenté au président Vladimir Poutine la démission de son gouvernement. Cette déclaration et ce choix sont intervenus après un discours du dirigeant russe qui avait annoncé son souhait de vouloir réformer la Constitution :

"Je juge nécessaire de soumettre au vote des citoyens du pays l'ensemble des révisions de la Constitution proposées".

Le Premier ministre Dmitri Medvedev s'est exprimé lors d'une allocution télévisée en présence du président Vladimir Poutine :

"Ces changements, lorsqu'ils seront adoptés, et cela se fera après discussion, introduiront des changements importants non seulement dans un certain nombre d'articles de la Constitution, mais aussi en général dans l'équilibre des pouvoirs. Un certain nombre de changements fondamentaux à la Constitution de la Fédération de Russie ont été esquissés. Dans ce contexte, il est évident que nous, en tant que gouvernement, devons donner au président la possibilité de prendre toutes les décisions nécessaires à cet effet. Dans ces conditions, je pense qu'il serait juste que le gouvernement de la Fédération de Russie démissionne".

Vladimir Poutine a proposé d'organiser un référendum sur des réformes de la Constitution. La principale mesure vise à permettre au Parlement d'élire le Premier ministre. Dans le système actuel, c'est la chambre basse du Parlement, la Douma qui confirme le choix du chef de l'Etat. Les deux chambres du Parlement s'opposent rarement aux volontés du Kremlin.

Les propositions de réformes évoquées concernent également le renforcement des gouverneurs régionaux. Les projets concernent aussi l'interdiction pour les membres du gouvernement et les juges d'avoir des permis de séjour à l'étranger. Les projets de réformes concernent aussi le fait d'obliger tout candidat à l'élection présidentielle en Russie d'avoir vécu en Russie durant les 25 dernières années.

Le président russe a également annoncé vouloir établir la supériorité de la Constitution russe sur les accords internationaux. Sur le plan socio-économique, Vladimir Poutine a aussi évoqué un renforcement du salaire minimum et une indexation des retraites.

Sur le plan politique, le dirigeant russe conservera le droit de limoger tout membre du gouvernement et nommera les chefs de toutes les structures sécuritaires.

Vladimir Poutine a aussi évoqué un changement constitutionnel de l'article qui limite le nombre des mandats présidentiels "à deux

mandats successifs". Vladimir Poutine n'a pas le droit de se représenter en 2024. Il pourrait néanmoins conserver un rôle politique dans les années à venir ou redevenir Premier ministre.

Vladimir Poutine a donc proposé la tenue d'un référendum sur le transfert au Parlement d'une partie des pouvoirs présidentiels. Le calendrier précis n'a pas été encore dévoilé lors des discours de mercredi.

Dmitri Medvedev devrait prochainement être à la tête du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie.

Vladimir Poutine aura effectué quatre mandats présidentiels au total, de 2000 à 2008 puis de 2012 à aujourd'hui. Il aura occupé la fonction de Premier ministre entre 2008 à 2012.

Malgré cette annonce de démission, le gouvernement Medvedev continuera à exercer ses fonctions jusqu'à la formation d'un nouveau cabinet.